



Labour
Canada

Travail
Canada

Labour Education

CAI

L

- Z 223

3 1761 11767584 3



Canada

LABOUR EDUCATION

...BECAUSE THERE'S A LOT TO LEARN

Modern industrial relations is a complex field. A union representative needs to be a good administrator and negotiator, as well as having a firm grasp on labour legislation and standards, safety and health regulations, grievance procedures, the impact of technological change on the work force and current developments in the economy that might affect the collective bargaining climate. That's a lot for anyone to handle. So unionists, like everyone else these days, have to be continually re-educating themselves if they want to keep pace.

Every year, over 100 000 union members take part in educational programs of various kinds, from university courses to weekend conferences and seminars.

- Shop stewards take training so they can better represent the concerns of workers.
- Members of bargaining committees learn how to be more effective negotiators.
- Groups of workers help each other become more familiar with safety practices or the labour standards that apply in their workplace.
- Some unionists take law degrees so they can defend labour's interests in complex legal and contract disputes. Others research and write union histories to further public understanding of labour's point of view.

Labour Canada believes that having better-informed workers leads to smoother labour relations and better understanding among all parties. That's why it provides over \$7 million to labour organizations across Canada each year through its Financial Assistance Program for Labour Education.

WHERE DOES THE MONEY GO, AND WHAT IS IT USED FOR?

The bulk of this money goes to the Canadian Labour Congress and five other central labour bodies in Canada. Other contributions are given to over 100 smaller, unaffiliated unions; and every year several individual union members receive bursaries to pursue advanced studies in labour-related fields.



The unions decide on the specific educational programs that are most important to their members. They set up the courses, hire the specialists they need (many are volunteers from within the union movement), and help pay expenses for the workers attending. Labour education is a priority for unions, and they demonstrate it by spending up to five dollars of their own money on such programs for each dollar of Labour Education contributions they receive.

This is one more example of how WORKING TOGETHER WORKS.

FOR MORE INFORMATION...WRITE OR PHONE

Employment Relations and
Conditions of Work Branch
Labour Education Unit
Labour Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0J2
(819) 997-2865

OR CONTACT YOUR NEAREST
LABOUR CANADA OFFICE.

Published by Authority of the
Minister of Labour
Government of Canada

1 Minister of Supply and Services Canada 1984
Second edition, 1986
Labour Canada Cat. No. L64 1228/48

Printed in Canada





Travail
Canada

Labour
Canada

La formation syndicale



Canada

LA FORMATION SYNDICALE

... IL Y A TANT À APPRENDRE

Les relations industrielles modernes appartiennent à un domaine fort complexe qui exige beaucoup de la part des intéressés. Par exemple, un représentant syndical doit, de nos jours, être un bon administrateur et un bon négociateur, en plus de bien connaître les lois et les normes du travail, les règlements sur la sécurité et l'hygiène, les procédures de grief, l'incidence des changements technologiques sur les travailleurs et la conjoncture économique qui risquent d'influer sur le cours des négociations collectives. Aussi, pour se tenir à jour, les syndicalistes doivent, comme tous les autres travailleurs, se recycler continuellement.

Chaque année, plus de 100 000 syndiqués suivent des programmes de formation divers, allant des cours universitaires aux conférences et aux colloques qui ont lieu pendant les week-ends.

- Pour certains délégués, ces cours leur servent à mieux défendre les intérêts des travailleurs.
- Les membres des unités de négociation apprennent à être de meilleurs négociateurs.
- Les groupes de travailleurs s'entraident pour se familiariser avec les pratiques de sécurité et les normes du travail qui s'appliquent à leur milieu respectif.
- Certains syndicalistes étudient le droit afin de pouvoir défendre les intérêts des travailleurs lors de différends découlant de questions légales complexes ou de conventions collectives. D'autres font des recherches et écrivent l'histoire de syndicats pour mieux faire comprendre au public le point de vue ouvrier.

À Travail Canada nous croyons qu'avec des travailleurs mieux informés, nous nous dirigeons vers des relations du travail plus saines et une meilleure compréhension entre toutes les parties. C'est pourquoi, chaque année, le Ministère accorde plus de 7 millions de dollars aux organisations de travailleurs du pays dans le cadre de son Programme d'aide financière pour la formation syndicale.

OÙ VA CET ARGENT ET À QUOI SERT-IL ?

La majeure partie de cet argent va au Congrès du travail du Canada et à cinq centrales syndicales canadiennes. En outre, plus d'une centaine de petits syndicats non affiliés reçoivent des subventions et, chaque année, plusieurs syndicats obtiennent des bourses leur permettant de poursuivre leurs études dans des domaines rattachés au travail.

Quant aux syndicats, ils déterminent les programmes de formation particuliers les plus importants pour leurs membres, organisent des cours, engagent les spécialistes qui les donneront (beaucoup sont des volontaires issus du mouvement syndical) et aident à payer les frais des travailleurs qui y assisteront. Les syndicats ont bien démontré que la formation était pour eux une priorité; ainsi, pour chaque dollar qu'ils reçoivent en subvention, ils en ajoutent jusqu'à cinq de leurs propres fonds.

Comme quoi, encore une fois, ENSEMBLE ÇA MARCHE.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, COMMUNIQUER AVEC LA :

Direction des relations en matière
d'emploi et des conditions de travail
Unité de la formation syndicale
Travail Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0J2
Tél. : (819) 997-2865

OU AVEC LE BUREAU DE TRAVAIL CANADA LE PLUS PROCHE.

Publié en vertu de l'autorisation du ministre du Travail,
Gouvernement du Canada.

* Ministère des Approvisionnements et Services Canada: 1934
Désignation: 10316
N° de cat. de Travail Canada: L44-1228/9-88

Imprimé au Canada

